

REPUBLIQUE FRANCAISE
Département de l'Eure

Délibération du conseil communautaire de la communauté de communes Lieuvin Pays d'Auge

Séance du 03/12/2024

Date de convocation : 19/11/2024

Effectif légal du conseil de communauté : 69

Nombre de délégués en exercice : 69

Le 3 décembre 2024 à 17 heures 00 minutes, s'est réuni à Lieurey, le conseil communautaire de la communauté de communes Lieuvin Pays d'Auge légalement convoqué, sous la présidence d'Hervé MORIN.

Etaient présents : E. VIQUESNEL - P. BUCAILLE - JL. HIE - B. LETELLIER, suppléant de F. JOURDAN
G. LARCHER - JC. TOUTAIN - P. CAUCHE - S. HUNOST - R. LAFFAY - V. LEBOCY - MP. LEBLANC
C. VILLEY - M. CARON - R. LEGAY - H. MORIN - JN. JOUBERT - C. MESNIERES - P. LEGROS - P.
MARMION - D. TREFOUEL - T. PARREY - JP. FAUVILLE - M. MORDANT - C. LABBE, suppléant d'A.
VALENTIN - G. SEBIRE - JP. ELOU - C. VERKINDER - M. PARIS TOUQUET - P. TOUZE - F.
DELABRIERE - M. DESCHAMPS - P. LEROUX - G. LAINEY - JC. TESTU - F. LESIMPLE - Gauthier
DELAVAZE, suppléant de B. LAUNAY - D. BLONDEL, suppléant de D. DELABRIERE - J. ENOS - AL.
DENIS, suppléante de M. LAUNAY - L. VERMEULEN - F. CHARTIER - J. DUCLOS - JC. BEAUCHE -
JC. QUESNOT - E. LEROUX - S. DUVAL - J. HAMELET - J. DORLEANS - C. THILLAYE - AM. ROELEN
J. LESAULNIER - JF. DRUMARE - R. PEUFFIER - JP. CAPON - M. BREQUIGNY - MF. LARROUELLE
V. CAREL - MA. RABEL.

Absents excusés ayant donné pouvoir :

C. JOUAS ayant donné pouvoir à M. BREQUIGNY
G. PARIS ayant donné pouvoir à M. PARIS TOUQUET
J. VAREA NAVARRO ayant donné pouvoir à MF. LARROUELLE

Absents excusés : - F. JOURDAN - K. TILMANT - N. THURET - J. DUVAL - A. VALENTIN - I. SIMON
B. LAUNAY - D. DELABRIERE - M. LAUNAY - J. GARANCHER - C. LEFEBVRE - C. FAMERY - H.
RICHARD LECUYER

Délibération n° 2024/311

RESSOURCES HUMAINES

MISE A JOUR DE LA DELIBERATION DES INDEMNITES DE FRAIS DE MISSION

*Vu le Code Général des Collectivités Territoriales,
Vu le Code Général de la Fonction Publique,
Vu le décret n°2001-654 du 19 juillet 2001 fixant les conditions et les modalités de règlements des
frais occasionnés par les déplacements des personnels des collectivités locales et établissements
publics mentionnés à l'article 2 de la loi n°84-53 du 26 janvier 1984 modifiée portant dispositions
statutaires relatives à la fonction publique territoriale et abrogeant le décret n° 91-573 du 19 juin
1991,*

Vu le décret n°2006-781 du 3 juillet 2006 fixant les conditions et les modalités de règlement des frais occasionnés par les déplacements temporaires des personnels civils de l'Etat,
Vu l'arrêté du 20 septembre 2023 modifiant l'arrêté du 3 juillet 2006 fixant les taux des indemnités de mission prévues à l'article 3 du décret n° 2006-781 du 3 juillet 2006 fixant les conditions et les modalités de règlement des frais occasionnés par les déplacements temporaires des personnels civils de l'Etat,
Vu l'avis du Comité Social Territorial du 25 novembre 2024.

MODALITES DE PRISE EN CHARGE DES FRAIS OCCASIONNES PAR LES DEPLACEMENTS TEMPORAIRES DES PERSONNELS EN MISSION

Frais hors résidence administrative et hors résidence familiale (Article 3 du décret n° 2006-781 du 3 juillet 2006)

Lorsque l'agent se déplace pour les besoins du service, hors de sa résidence administrative et hors de sa résidence familiale, à l'occasion d'une mission il peut prétendre :

- à la prise en charge de ses frais de transport ;
- à des indemnités de mission qui ouvrent droit, cumulativement ou séparément, selon les cas, à la prise en charge d'autres frais.

Agent en mission : seuls seront pris en charges les frais occasionnés par un déplacement dûment autorisé préalablement par un ordre de mission signé par l'autorité territoriale ou par le fonctionnaire ayant reçu délégation à cet effet.

Le remboursement des frais ne pourra avoir lieu que sur présentation des pièces justificatives.

1) Prise en charge des frais de transport (formulaire de remboursement à compléter) :

L'agent autorisé à utiliser son véhicule personnel sera remboursé sur la base d'indemnités kilométriques dont les taux sont fixés par l'arrêté ministériel en vigueur ;

L'agent doit avoir souscrit au préalable une police d'assurance garantissant d'une manière illimitée sa responsabilité au titre de tous les dommages qui seraient causés par l'utilisation de son véhicule à des fins professionnelles.

L'utilisation du véhicule personnel pour les besoins du service doit faire l'objet d'une autorisation par le chef de service lorsque l'intérêt du service le justifie.

En cas d'utilisation d'un moyen de transport en commun, le remboursement interviendra sur production des justificatifs de paiement du titre de transport.

Frais de péage et de stationnement : ces dépenses seront remboursées sur production des justificatifs de paiement.

2) Prise en charge des frais de transport pour les auxiliaires de vie

Les auxiliaires de vie sont remboursés sur le barème d'un véhicule de 6 et 7 CV pour moins de 2000 kms parcourus selon les textes en vigueur.

3) Prise en charge des autres frais

Conformément à l'article 7-1 du décret n° 2001-654 du 19 juillet 2001 susvisé, il appartient au Conseil communautaire de fixer le barème des taux de remboursement forfaitaire des frais d'hébergement.

Ces derniers sont fixés dans la limite du taux maximum prévu par les textes applicables à l'Etat et notamment par l'arrêté du 3 juillet 2006 fixant les taux des indemnités de mission pour le personnel de l'Etat :

- Frais de repas :

Le taux du remboursement des frais supplémentaires de repas est fixé dans la limite du montant effectivement supporté par l'agent et du texte en vigueur.

- Frais d'hébergement :

Le taux du remboursement des frais d'hébergement (nuitée et petit déjeuner) est fixé selon le texte en vigueur, attesté par les justificatifs transmis.

Toutefois, lorsque l'intérêt du service l'exige et pour tenir compte de situations particulières, le taux de remboursement des frais d'hébergement pourra être majoré. Ainsi, le taux pourra être majoré dans les cas suivants :

- Pour les nuitées en région parisienne du fait du caractère inadapté des taux forfaitaires maximums ;

Il ne pourra en aucun cas conduire à rembourser une somme supérieure à celle effectivement engagée.

Toute revalorisation des taux, fixés par l'arrêté ministériel en vigueur susvisé ou un texte modificatif, sera automatiquement prise en compte.

Copie conforme au registre des délibérations dûment signé.

Le 1^{er} Vice-Président



Envoyé en préfecture le 10/12/2024

Reçu en préfecture le 10/12/2024

Publié le



ID : 027-200066017-20241203-2024311-DE